

4 Septembre 1987

J'ai reçu cet été un feuillet signé de Georges Valbon et dont le titre était (je crois) "Non au Grand Paris ..." Il est certain que depuis quelque temps, les signes extérieurs d'une politique visant à annexer territorialement et d'abord politiquement la première couronne de la banlieue, deviennent de plus en plus visibles.

La crainte de la banlieue rouge, de la ceinture rouge, qui avait été entre les deux guerres un thème dominant du débat politique et urbanistique, avait aussi inspiré la politique de villes nouvelles, véritable entreprise de dévitalisation des banlieues, et le tracé du périphérique parisien conçu -consciemment ou inconsciemment- comme une nouvelle fortification.

Le tracé de la A 86 (dont la ceinture eut été techniquement plus intéressante que le périphérique dans l'évitement de Paris par le trafic international et interrégional) est aujourd'hui fixé ouvertement comme limite à Paris.

L'annexion, en 1867, des communes périphériques par le Baron Haussmann est projeté sous de nouvelles formes à guère plus d'un siècle de distance.

La collaboration sur ces objectifs de l'équipe de Banlieues 89 avec la Région et Michel Giraud avait déjà été amorcée par l'exposition du "Grand Paris" présentée par la même équipe comme bouquet final de l'action "Banlieues".

En cette situation, il me paraît difficile de s'en tenir à un simple discours de refus sans avancer des contre-propositions d'ensemble fortifiées par quelques constats évidents :

1. La couronne est aujourd'hui plus peuplée que Paris ; faut-il dans une attitude néo-coloniale considérer que les habitants du centre sont plus "blancs" que les autres ?
2. Paris a encore de très grandes potentialités de transformations en son sein (terrains gelés, taudis, friches) ; on peut aussi réorienter sa politique urbaine avant que d'en faire supporter ailleurs les orientations.
3. Un système régional d'ensemble peut tout aussi bien être défendu à l'initiative des communes et départements de la couronne, qu'à l'initiative des élus parisiens ou de la majorité régionale : il ne sera pas le même.

Il paraît nécessaire que les Conseils Généraux de Seine Saint-Denis et du Val de Marne, prennent l'initiative d'une telle étude, pour la populariser en étayant l'argumentation déjà développée. Faute de quoi on peut craindre que, par tous les moyens sera recherchée la défaite isolée et successive -sur le

.../...

plan idéologique aussi- de chacune des municipalités concernées. Il ne s'agit pas de se priver d'un échelon essentiel et indispensable de l'action : la commune, il s'agit d'articuler deux échelles de réponses qui donneront d'autant plus de poids aux réponses spécifiques de chaque commune qu'elles pourront se fonder sur un propos concernant la région parisienne dont il serait regrettable de laisser le privilège aux néo-colonialistes pour qui la banlieue est -si l'on ose- une sorte de Nouvelle Calédonie.

Dans cette optique, il serait bon de s'interroger, non seulement sur la difficulté du logement populaire aujourd'hui mais aussi sur sa perversion, au nom d'excellents principes pourtant. Faut-il construire aujourd'hui ?

La banlieue est spécifique, elle n'est pas la continuation du tissu parisien. Que voudrait dire d'ailleurs un fantasme haussmannien poursuivi à l'infini, il ne colle ni avec l'histoire, ni avec la géographie de la banlieue. Il nie enfin le problème du changement d'échelle. On n'opère pas sur des milliers d'hectares comme sur quelques-uns. L'échelle de l'intervention ne peut plus être continue, d'une façon classique et haussmannienne, elle doit accepter le discontinu, le polycentrique, mais surtout rester "grande" dans ses interventions en se référant à un système d'espaces compréhensible.

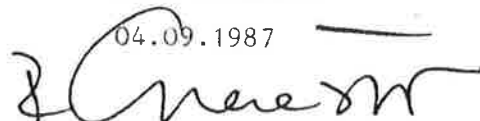
La banlieue n'est pas qu'un chaos, elle a son organisation, qu'il faut certes améliorer, mais sans la transformer en faubourg de La Ville.

On a suffisamment analysé les méfaits du style villes nouvelles, et mobilier urbain qui voulait offrir un décor rassurant, un cadre de vie aux nouvelles couches, à la vie des cadres ; on pourrait faire la même analyse -d'ensemble et grossière certes, mais non sans raison idéologique- du style RIVP, qui serait, dans le domaine architectural, l'équivalent du ton Libération, dans les médias. Le recours sans analyse, et sans recul à ce "look", par des municipalités pourtant menacées par la politique d'annexion évoquée plus haut est une concession faite à l'image centrale aux dépens du renforcement spécifique de l'image de la banlieue, bref une acculturation.

Ce propos peut paraître paradoxal, il reste à discuter, en le décapant de ce qui pourrait être du seul domaine du goût, encore que celui-ci n'échappe aux points de vue de classe.

Paul CHEMETOV

04.09.1987



24 JUIL. 1987

EN BREF

BULLETIN DU GROUPE
DES ÉLUS
COMMUNISTES
& APPARENTÉS
AU CONSEIL MUNICIPAL

NON AU «GRAND PARIS»

Les conseillers municipaux et les maires communistes du département de Seine Saint-Denis, Georges VALBON président du Conseil Général, s'adressent solennellement à la population pour l'alerter sur la gravité de ce que représenterait le «Grand Paris» pour leur vie de tous les jours.

Nous connaissons vos difficultés pour les vivre et les partager avec vous. Pour vous, ce sont des conditions d'existence qui se dégradent. C'est la hantise de l'avenir. C'est l'austérité. Mais pour une minorité de privilégiés, c'est le luxe et l'opulence.

En région parisienne, 450.000 personnes sont privées d'emploi. Salarié ou retraité votre pouvoir d'achat diminue. Se loger dignement devient de plus en plus difficile.

Est-il normal à notre époque que 350.000 personnes attendent un logement social ?

Cette situation n'est pas le fruit de la fatalité ; elle a des responsables : ceux qui depuis une vingtaine d'années à la direction de l'État, de la Région et de Paris, conduisent la politique de déclin industriel et social de la région capitale.

A Paris, ils ferment les usines et provoquent les licenciements par dizaines de milliers pour investir dans la spéculation foncière. Les immeubles de haut standing ont fleuri. La loi Méhaignerie relance l'affairisme immobilier. Ces orientations frappent maintenant les départements de l'Ile-de-France, notamment ceux de la petite couronne. Ainsi, la construction automobile subit des coups qui risquent d'être mortels.

Ils veulent aller plus loin et pour cela réaliser ce qu'ils appellent le «Grand Paris». La Seine Saint-Denis est pour eux un obstacle solide parce que les maires communistes, le président du Conseil Général refusent ces orientations.

Vous habitez une ville qui a élu un maire communiste, un département qui a élu un président communiste, vous savez que l'action de la municipalité, du Conseil Général, atténue les conséquences de cette politique. Vous nous trouvez avec vous dans vos luttes pour l'emploi, votre pouvoir d'achat, le logement social et tous vos droits.

.../...

Il est à l'heure



.../...

Pour nous, gérer c'est lutter pour la justice sociale et le progrès.

Notre région est riche. L'argent doit servir à investir, à développer la recherche et la formation. Pourtant l'emploi diminue et les profits augmentent. Il faut inverser la tendance.

Ils veulent mettre en cause l'existence de vos communes parce qu'avec vous, nous luttons pour le droit au logement. Partout il faut des logements de qualité aux loyers abordables. Il faut réhabiliter les cités anciennes sans augmenter les loyers. Les accédants à la propriété subissent des charges financières trop lourdes. Leur situation doit être revue, leurs remboursements diminués.

Ils veulent mettre en cause l'existence de vos communes parce qu'avec vous, nous luttons pour une école moderne rénovée, de la réussite pour tous, pour une formation générale et professionnelle initiale et continue de haut niveau.

Ils veulent mettre en cause l'existence de vos communes parce qu'avec vous, nous luttons pour maintenir et élargir le droit à la santé, à la culture, au sport, aux loisirs, aux vacances.

Ils veulent mettre en cause l'existence de vos communes parce qu'avec vous, nous luttons pour une véritable politique de sécurité basée sur la prévention, sur l'îlotage, mettant les forces de l'ordre au service des citoyens.

Ils veulent mettre en cause l'existence de vos communes pour mettre plus facilement en œuvre une politique d'abaissement national et régional. Cela signifierait pour vous plus de chômage, plus de mal à vivre.

Les communes et les départements que nous administrons, forts de la confiance que nous manifestent les habitants, constituent bien des obstacles pour tous ceux qui veulent transformer la région parisienne en terre d'accueil des sièges sociaux des sociétés multinationales, en place forte de la finance internationale, en haut lieu du tourisme de luxe.

CHIRAC et GIRAUD programment des millions de mètres carrés de bureaux. Ils accordent des sommes fabuleuses à Eurodisneyland. Pendant ce temps des équipements font défaut. Des infrastructures de circulation et de transports restent à réaliser.

CHIRAC et GIRAUD butent sur les communes qui se sont données des maires communistes, sur les départements qui ont élu à leur direction des présidents communistes.

Leur réponse : le «**Grand Paris**». Jean TIBERI, premier adjoint RPR de Paris déclare : *«il faudra un jour poser le problème de l'intégration à Paris de la petite couronne»*. Aussitôt, Georges SARRE, président du groupe socialiste à la mairie de Paris se déclarait *«favorable à une extension de la capitale»*.

Aussi, en disant résolument NON à ce projet de «**Grand Paris**» nous avons conscience d'être fidèles au mandat que vous nous avez confié : **DÉFENDRE VOS INTÉRÊTS EN TOUTES CIRCONSTANCES.**

Ensemble, nous devons agir pour mettre en échec ces projets lourds de conséquences pour vous-mêmes, pour notre région et notre pays ; agir pour promouvoir une autre conception de l'aménagement de l'Ile-de-France basée sur la croissance économique par la création d'emplois utiles et la satisfaction de vos besoins.